



Management Response

du Secrétariat d'Etat à l'économie, secteur Politique régionale et d'organisation du territoire

de

septembre 2022

à

« Rapport de situation sur la réalisation de contrôles aléatoires indépendant concernant le respect des ordonnances COVID-19 sur les cas de rigueur des entreprises (Rapport de statut du premier semestre 2022, SECO_mandat 2001) »

OBT AG et Meng und Partner

août 2022

Für die **deutsche Version** klicken Sie bitte [hier](#)

1. Contexte

Pour répondre aux dommages économiques causés par la pandémie COVID-19, la Confédération et les cantons ont mis en place différents instruments, entre autres l'ordonnance COVID-19 cas de rigueur (OMCR 20) qui vise à soutenir les entreprises dont le chiffre d'affaires a reculé de manière substantielle et dont les coûts fixes ne sont plus couverts.

La Confédération est le plus important contributeur de ce programme cas de rigueur : sa participation financière est considérable tant en montant absolu (jusqu'à 8,2 milliards de francs) qu'en pourcentage (100% pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 5 millions, 70% pour les autres entreprises). De ce fait, même si la mise en œuvre de l'ordonnance est de la compétence des cantons, la Confédération se voit dans l'obligation d'assurer un suivi de cette mise en œuvre avec des contrôles ponctuels orientés vers le risque. Dans un premier temps, elle a élaboré deux mandats de contrôles ponctuels dans les cantons durant l'été et l'automne 2021.

Dans un second temps, elle a lancé un mandat de durée, assuré par l'entreprise d'audit OBT AG – et par Meng & Partner AG, sous-mandataire, dans le cas où OBT se trouve en situation de conflit d'intérêt. Six types d'analyses sont prévus dans le mandat jusqu'en décembre 2026.

Contrôle	Description
Attributions de cas de rigueur (art. 12 L, intégralité OMCR 20 et 22)	Contrôler si les directives de la législation fédérale ont été respectées lors de l'octroi de soutiens.
Utilisation de la réserve du Conseil fédéral (art. 12, al. 2 L, art. 15 OMCR 20)	Contrôler si la réserve du Conseil fédéral a été correctement utilisée.
Gestion des prêts, cautionnements et garanties (art. 12, al. 1 ^{quinièmes} L ; art. 10, 11, 17, 18, 21 OMCR 20)	Contrôler si les cantons prennent des mesures appropriées pour la gestion des prêts, cautionnements et garanties ; contrôler s'ils respectent les dispositions de l'ordonnance (art. 11, al. 1, 1 ^{bis} et 1 ^{ter} de l'ordonnance).
Participation au bénéfice (art. 12, al. 1 ^{septies} L ; art. 8e OMCR 20, Art. 6 OMCR 22)	Contrôler si la participation au bénéfice est respectée pour les entreprises ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 5 millions de francs (art. 8e de l'ordonnance).
Interdiction de distribution des dividendes (art. 12, al. 1 ^{ter} L, art. 6, let. a, OMCR 20, Art. 3, let. a OMCR 22))	Contrôler si l'interdiction de décider ou de distribuer des dividendes ou des tantièmes est respectée par l'entreprise ; contrôler si l'interdiction de rembourser des apports en capital est respectée par l'entreprise ; contrôler si l'interdiction d'octroyer des prêts à ses propriétaires est respectée par l'entreprise (art. 6, let. a de l'ordonnance)
Suivi des cas d'abus et des retours (art. 11 OMCR 20, art. 10 OMCR 22)	Vérifier si le canton suit correctement et pendant toute la durée nécessaire les cas d'abus et les retours dans hafrep.

Le présent rapport couvre donc la première phase du mandat, où OBT a audité la juste attribution des cas de rigueur, c'est-à-dire à contrôler que les entreprises bénéficiaires d'une aide versée par les cantons remplissaient les conditions de l'OMCR 20. La période audité correspond au 2^{ème} semestre de 2021.

Chaque semestre, OBT transmet au SECO un rapport de statut, afin de faire le bilan de la période écoulée, d'en tirer des résultats et des recommandations.

2. Principales conclusions du rapport de statut du 1^{er} semestre 2022

Le rapport souligne un point central: **les résultats sont bons**. En effet, sur environ 500 contrôles d'attribution dans les cantons, seuls 5 ont été considéré comme problématiques, soit moins d'1%. Le pourcentage baisse encore si on regarde les résultats par montants : la somme des 5 cas équivaut à environ CHF 790'000.- ; ramenée au 1.8 milliards délivrée sur cette période, on peut dire que 0.04% ont été jugé problématiques.

De plus, plusieurs biais statistiques tendent à montrer un résultat encore plus encourageant :

Une des cinq entreprises présente comme valeur CHF 750'000.-, ce qui montre qu'en terme de montants financiers, seul 1 montant élevé a été audité comme problématique.

Une des cinq entreprises était présente dans le système de reporting mais le canton avait connaissance de son statut problématique et n'avait pas l'intention de demander une participation fédérale pour cette entreprise.

Ces très bons résultats montrent que les procédures d'audit et de contrôles efficaces mis en place par les cantons très rapidement en 2020 tiennent sur la longue durée : mieux, les cantons ont progressivement gagné en expérience. En résumé, le rapport soulignent quelques manquements ponctuels limités mais il ne relève **aucun problème systémique**.

3. Recommandations et prise de position

Sur la base de ces conclusions, OBT AG formule les recommandations suivantes. Le tableau présente, outre les recommandations, la prise de position du SECO.

Recommandation	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>1. Reprise des cas identifiés par les cantons Les cinq cas de rigueur identifiés avec constatations doivent être repris avec les cantons, tout comme les cas avec constatations qui résultent des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002 et qui n'ont pas encore été définitivement réglés entre-temps par les cantons.</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
	<p><u>Prise de position du SECO</u></p> <p>Le SECO va signaler aux cantons concernés les cinq entreprises signalées comme non-légitimée à recevoir l'aide cas de rigueur selon l'OMCR 20. Il exerce également, à chaque demande cantonale de participation fédérale, à un contrôle de suivi des entreprises signalées dans le cadre des mandats précédents menés par OBT (SECO_1001) et PwC (SECO_1002).</p> <p>De manière plus générale, une communication et une transmission des données fluides entre le SECO, ses mandataires, les cantons et les autres Offices fédéraux, au premier rang desquels le Contrôle fédéral des finances (CDF) est déjà au cœur du travail du SECO.</p>		

Recommandation	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>2. Correction des données sur hafrep</p> <p>Les contrôles aléatoires ont donné lieu à des remarques relatives aux corrections des données dans la base de données du reporting des cas de rigueur et il est recommandé au SECO d'inciter les cantons à corriger les données.</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
	<p><u>Prise de position du SECO</u></p> <p>Le SECO corrobore cette position. Le SECO est conscient que le rôle dual d'hafrep, à la fois outil de reporting et outil de travail pour les cantons, conduisait parfois ces derniers à y inscrire des données provisoires ou théoriques, afin d'assurer un suivi des entreprises bénéficiaires.</p> <p>Si une telle pratique ne pose pas de problème pour la participation fédérale aux cas de rigueur (au moment de la facturation des cantons à la Confédération l'exactitude des données est contrôlée), elle pose effectivement des problèmes de fiabilité des données pour OBT ou la Confédération elle-même.</p> <p>Le SECO continuera donc vivement d'encourager les cantons à tenir à jour hafrep.</p>		

Recommandation	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>3. Focalisation sur les entreprises bénéficiaires liquidées et ayant émis des bénéfices de liquidation</p> <p>Il convient de se concentrer sur les cas de rigueur identifiés pour lesquels l'entreprise bénéficiaire du cas de rigueur a été liquidée entre-temps et pour lesquels il est question, le cas échéant, de distribuer des dividendes de liquidation.</p>	D'accord	Partiellement d'accord	Pas d'accord
	<p><u>Prise de position du SECO</u></p> <p>Le SECO partage les préoccupations d'OBT sur ce sujet. Ce d'autant plus qu'une telle problématique convient parfaitement au mandat présent (SECO_2001) qui est un mandat sur le temps long et que ce type de cas de figure est appelé à être récurrent à cause de l'écoulement du temps. Ce point va être renforcé dans la mise en œuvre du mandat.</p>		



1. Hintergrund

Um auf die wirtschaftlichen Auswirkungen der Covid-19-Pandemie zu reagieren, haben der Bund und die Kantone verschiedene Massnahmen ergriffen, um Unternehmen zu unterstützen. Dazu gehört auch die Covid-19-Härtefallverordnung (HFMV 20), über die Unternehmen mit substantiellen Umsatzeinbrüchen und ungedeckten Fixkosten unterstützt werden.

Der Bund ist der grösste Beitragszahler dieses Programms: Seine finanzielle Beteiligung ist sowohl vom absoluten Betrag her (bis zu 8,2 Milliarden Franken) als auch prozentual beträchtlich (100 % für Unternehmen mit einem Jahresumsatz von über 5 Millionen, 70 % für die übrigen Unternehmen). Auch wenn sich die Umsetzung der Covid-19-Härtefallverordnung nach kantonalem Recht richtet, sieht sich der Bund in der Pflicht, die Umsetzung mit risikoorientierten Stichprobenkontrollen zu überprüfen. In einem ersten Schritt hat er dazu im Sommer 2021 zwei Mandate für Stichprobenkontrollen in den Kantonen vergeben.

In einem zweiten Schritt lancierte er ein Mandat mit längerer Laufzeit, das von der Revisionsfirma OBT AG – und von Meng & Partner AG als Unterbeauftragten, falls sich OBT in einen Interessenkonflikt befindet – wahrgenommen wird. Im Rahmen des Mandats sind sechs Arten von Analysen bis Dezember 2026 vorgesehen.

Kontrolle	Beschreibung
Härtefallvergaben (Art. 12 G, gesamte HFMV 20 und 22)	Überprüfung, ob die Vorgaben der Bundesgesetzgebung bei der Vergabe von Unterstützungen eingehalten wurden.
Einsatz Bundesratsreserve (Art. 12 Abs. 2 G, Art. 15 HFMV 20)	Überprüfung, ob die Bundesratsreserve korrekt eingesetzt wurde.
Bewirtschaftung Darlehen / Bürgschaften / Garantien (Art. 12 Abs. 1 ^{quinquies} G; Art. 10, 11, 17, 18, 21 HFMV 20)	Überprüfung, ob die Kantone über geeignete Massnahmen zur Bewirtschaftung von Darlehen, Garantien oder Bürgschaften verfügen und die Bestimmungen der Verordnung einhalten (Art. 11 Abs. 1, 1 ^{bis} und 1 ^{ter} der Verordnung).
Gewinnbeteiligung (Art. 12 Abs. 1 ^{septies} G; Art. 8e HFMV 20, Art. 6 HFMV 22)	Überprüfung, ob die Gewinnbeteiligung bei Unternehmen mit einem Jahresumsatz über 5 Millionen Franken (Art. 8e der Verordnung) eingehalten wird.
Dividendenverbot (Art. 12 Abs. 1 ^{ter} G, Art. 6 Bst. a HFMV 20, Art. 3 Bst. a HFMV 22)	Überprüfung, ob das Verbot, Dividenden oder Tantiemen zu beschliessen oder auszuschütten, Kapitaleinlagen rückzuerstatten und Darlehen an Eigentümer zu vergeben, eingehalten wird (Art. 6 Bst. a der Verordnung)
Überwachung von Missbrauchsfällen und Rückflüssen (Art. 11 HFMV 20, Art. 10 HFMV 22)	Überprüfung, ob der Kanton Missbrauchsfälle und Rückflüsse in hafrep korrekt und während der ganzen nötigen Laufzeit überwacht

Der vorliegende Bericht deckt somit die erste Phase des Mandats ab, in der OBT die richtige Zuweisung von Härtefällen prüfte, d.h. sie kontrollierten, ob die Unternehmen, die von den

Kantone ausbezahlte Hilfe erhalten, die Bedingungen der HFMV 20 erfüllen. Der geprüfte Zeitraum entspricht dem zweiten Halbjahr 2021.

Jedes Halbjahr übermittelt OBST dem SECO einen Statusbericht, um die vergangene Periode zu bilanzieren und Ergebnisse und Empfehlungen abzuleiten.

2. Wichtige Erkenntnisse aus dem Statusbericht für das erste Halbjahr 2022

Der Bericht hebt eine zentrale Erkenntnis hervor: **Die Ergebnisse sind gut.** Bei rund 500 Vergabe-Kontrollen in den Kantonen wurden nur 5 Fälle als problematisch eingestuft, was weniger als 1% entspricht. Der Prozentsatz sinkt noch weiter, wenn man die Ergebnisse nach Betrag betrachtet: Die Summe der fünf Fälle entspricht ungefähr CHF 790'000.00; auf die 1,8 Milliarden, die in diesem Zeitraum ausgestellt wurden, umgerechnet, kann man sagen, dass 0,04% als problematisch eingestuft wurden.

Darüber hinaus weisen mehrere statistische Verzerrungen auf ein noch erfreulicherer Ergebnis hin:

Eines der fünf Unternehmen weist einen Wert von CHF 750'000 auf, was zeigt, dass in Bezug auf die finanziellen Beträge nur ein hoher Betrag als problematisch geprüft wurde.

Eines der fünf Unternehmen war im Berichtssystem vorhanden, aber der Kanton hatte Kenntnis von seinem problematischen Status und hatte nicht die Absicht, für dieses Unternehmen eine Bundesbeteiligung zu beantragen.

Diese sehr guten Ergebnisse zeigen, dass die wirksamen Prüfverfahren und Kontrollen, die die Kantone 2020 sehr schnell eingeführt haben, langfristig Bestand haben: Besser noch, die Kantone haben schrittweise an Erfahrung gewonnen. Zusammenfassend lässt sich sagen, dass der Bericht einige begrenzte punktuelle Mängel hervorhebt, **aber keine systemischen Probleme feststellt.**



3. Empfehlungen und Antworten

Auf der Grundlage dieser Erkenntnisse formuliert der Beauftragte die folgenden Empfehlungen. Die Tabelle enthält neben den Empfehlungen auch die Stellungnahme des SECO.

Empfehlung	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>1. Übernahme der von den Kantonen identifizierten Fälle Die identifizierten fünf Härtefälle mit Feststellungen sind ebenso mit den Kantonen aufzunehmen wie diejenigen Fälle mit Feststellungen, die aus den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 resultieren und die durch die Kantone zwischenzeitlich noch nicht abschliessend bereinigt worden sind.</p>	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
	<p><u>Stellungnahme des SECO</u></p> <p>Das SECO wird die fünf Unternehmen, die als nicht legitimiert für den Erhalt von Härtefallhilfe gemäss HFMV 20 gemeldet wurden, den betroffenen Kantonen melden. Das SECO führt zudem bei jedem kantonalen Antrag auf Bundesbeteiligung eine Nachkontrolle der Unternehmen durch, die im Rahmen der vorherigen Mandate von OBT (SECO_1001) und PwC (SECO_1002) gemeldet wurden.</p> <p>Ganz allgemein ist eine reibungslose Kommunikation und Datenübermittlung zwischen dem SECO, seinen Beauftragten, den Kantonen und den anderen Bundesämtern, allen voran der Eidgenössischen Finanzkontrolle (EFK), bereits ein Kernstück der Arbeit des SECO.</p>		

Empfehlung	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>2. Korrektur der Daten auf hafrep</p> <p>Ferner ergaben die Stichprobenkontrollen einige Hinweise für Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank und dem SECO wird empfohlen, die Kantone zur Datenbereinigung anzuhalten.</p>	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
	<p><u>Stellungnahme des SECO</u></p> <p>Das SECO unterstützt diese Position. Das SECO ist sich bewusst, dass die Doppelrolle von hafrep, das sowohl ein Reporting-Tool als auch ein Arbeitsinstrument für die Kantone ist, dazu führt, dass die Kantone manchmal provisorische oder theoretische Daten eintragen, um eine Nachverfolgung der begünstigten Unternehmen zu gewährleisten.</p> <p>Während eine solche Praxis für die Bundesbeteiligung an Härtefällen kein Problem darstellt (zum Zeitpunkt der Rechnungsstellung der Kantone an den Bund wird die Richtigkeit der Daten überprüft), wirft sie für OBТ oder den Bund selbst tatsächlich Probleme hinsichtlich der Zuverlässigkeit der Daten auf.</p> <p>Das SECO wird die Kantone daher weiterhin nachdrücklich dazu anhalten, hafrep auf dem neuesten Stand zu halten.</p>		

Empfehlung	MANAGEMENT RESPONSE		
<p>3. Fokus auf liquidierte begünstigte Unternehmen, die Liquidationsgewinne ausgegeben haben</p> <p>Abschliessend sind diejenigen identifizierten Härtefälle in den Fokus zu nehmen, bei denen zwischenzeitlich eine Liquidation des härtefallempfangenden Unternehmens erfolgte und ggf. die Ausschüttung von Liquidationsdividenden im Raum steht.</p>	Einverstanden	Teilweise einverstanden	Nicht einverstanden
	<p><u>Stellungnahme des SECO</u></p> <p>Das SECO teilt die Bedenken von OBT in dieser Frage. Dies umso mehr, als eine solche Problematik perfekt zum vorliegenden Mandat (SECO_2001) passt, das ein Langzeitmandat ist, und solche Fälle aufgrund des Zeitablaufs immer wieder auftreten werden. Dieser Punkt wird bei der Umsetzung des Mandats verstärkt werden.</p>		

Durchführung von unabhängigen Stichprobenkontrollen zur Einhaltung der Covid-19-Härtefallverordnungen von Unternehmen

Mandat SECO_2001

Statusbericht, 8. Juli 2022

Management Summary

- Im ersten Halbjahr 2022 konnten im Prüfungsmandat SECO_2001 in den Kantonen über 500 Stichprobenkontrollen bei den Härtefallvergaben durchgeführt werden. Die Stichprobenkontrollen bezogen sich auf Härtefalldossiers sowie kantonale Verfügungen aus dem zweiten Halbjahr 2021. Dabei wurden im zweiten Halbjahr 2021 A-fonds-perdu-Beiträge in der Höhe von rund CHF 1.8 Mrd. an etwas über 11'200 Unternehmen vergeben.
- **Die Stichprobenkontrollen ergaben dabei in fünf Fällen, dass der Härtefallanspruch (A-fonds-perdu-Beitrag) nicht oder nicht in der verfügbaren Höhe bestand. Der Gesamtbetrag des nicht gegebenen Anspruchs beläuft sich für die fünf Dossiers auf insgesamt rund TCHF 790. Der Gesamtbetrag entspricht 0.04% der im zweiten Halbjahr 2021 insgesamt verfügbaren A-fonds-perdu-Beiträge in der Höhe von CHF 1.8 Mrd.**
- Im Vergleich zu den letztjährigen Stichprobenkontrollen unter den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 waren in der aktuellen Stichprobenkontrolle somit deutlich weniger Feststellungen zu verzeichnen.
- Die Kantone haben insgesamt an Routine in der Bearbeitung der Härtefälle gewonnen. Ihnen kommt zugute, dass die zugrunde liegende Bundesverordnung zwischenzeitlich keine wesentlichen Änderungen mehr erfahren hat und sich in der Vergabepaxis eine gewisse Praxis etabliert hat. Gleichwohl bleibt die Bearbeitung und Administration des Härtefallprogramms ressourcenbindend; unverändert werden in erheblichem Masse externe Finanzspezialisten zur Beurteilung der Härtefallanträge beigezogen.
- Im ersten Halbjahr 2022 wurde seitens OBT zudem ein Follow-up zu den materiellen Prüfungsfeststellungen aus den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 durchgeführt. Die Kantone haben die diesen Prüfungsfeststellungen zugrundeliegenden Fälle zwischenzeitlich weitestgehend bereinigt, u.a. im Rahmen von Rückforderungen, Korrekturen der Verfügungen oder Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank.
- Im ersten Halbjahr 2022 liefen in den Kantonen zudem die Härtefallvergaben nach der Covid-19-Härtefallverordnung 2022. Gleichzeitig wurden in den Kantonen die Massnahmen zur Missbrauchsidentifikation und -bekämpfung aufgebaut bzw. intensiviert.

Zwischenergebnisse der Stichprobenkontrollen

a) Stichprobenumfang und Ergebnisse der Stichprobenkontrollen

Im ersten Halbjahr 2022 konnten im Prüfungsmandat SECO_2001 in den Kantonen über 500 Stichprobenkontrollen bei den Härtefallvergaben durchgeführt werden. Die Stichprobenkontrollen bezogen sich auf Härtefalldossiers sowie kantonale Verfügungen aus dem zweiten Halbjahr 2021.

Die Prüfung ergab in fünf Fällen, dass der Härtefallanspruch (A-fonds-perdu-Beitrag) nicht oder nicht in der verfügbaren Höhe bestand. Der Gesamtbetrag des nicht gegebenen Anspruchs beläuft sich für die fünf Dossiers auf insgesamt TCHF 790. Dies entspricht 0.04% der im zweiten Halbjahr 2021 insgesamt verfügbaren A-fonds-perdu-Beiträge in der Höhe von CHF 1.8 Mrd. Zwei dieser fünf Fälle – in einem Gesamtbetrag von rund TCHF 20 – wurden in der Härtefallreporting-Datenbank des Bundes, in welcher sämtliche Härtefälle systematisch erfasst werden, zwischenzeitlich storniert bzw. mit dem Kennzeichen «Rechnungsausnahme» versehen. Die Kantone beabsichtigen folglich nicht, diese beiden Fälle dem Bund in Rechnung zu stellen. Im Gesamtbetrag von TCHF 790 ist ein wesentliches Härtefalldossier in einem Betrag von CHF 750'000 enthalten.

Neben diesen Fällen konnten weitere Dossiers identifiziert werden, in denen der Kanton bei der Ermittlung des A-fonds-perdu-Beitrags einen von der Bundesverordnung abweichenden pauschalen Fixkostenanteil angesetzt hat. Der dadurch entstandene Unterschiedsbetrag soll vom betreffenden Kanton getragen werden und führt somit nicht zu einer Mitfinanzierung durch den Bund.

Im Vergleich zu den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 waren in der aktuellen Stichprobenkontrolle für das zweite Halbjahr 2021 deutlich weniger Feststellungen zu verzeichnen.

Es ist zu beobachten, dass die Kantone insgesamt an Routine in der Bearbeitung der Härtefälle gewonnen haben. Ihnen kommt zugute, dass die zugrunde liegende Bundesverordnung zwischenzeitlich keine wesentlichen Änderungen mehr erfahren hat und sich in der Vergabepaxis eine gewisse Praxis etabliert hat. Gleichwohl bleibt die Bearbeitung und Administration des Härtefallprogramms ressourcenbindend. Angesichts des hohen Volumens an Härtefällen besteht unverändert ein gewisses Risiko für Falscherfassungen in der Härtefallreporting-Datenbank. Die kontinuierliche, inhaltlich sachliche Pflege der bestehenden Datenbasis bleibt daher eine Daueraufgabe für die Kantone.

b) Datenanalysen und deren wesentliche Erkenntnisse

Den eigentlichen Stichprobenkontrollen gehen jeweils Datenanalysen voran. Diese dienen zur Identifikation von Risikofeldern und risikobehafteten Härtefalldossiers.

Aufgrund der durchgeführten Datenanalysen ist anzunehmen, dass eine erhebliche Anzahl von Unternehmen unter die Regelung des «Härtefalls im Härtefall» fällt. Ein Härtefall im Härtefall liegt vor, wenn ein Unternehmen in der Coronazeit einen Umsatzrückgang von mehr als 70% im Vergleich zum durchschnittlichen Jahresumsatz 2018/19 zu verzeichnen hatte. In diesen Fällen kann die Härtefallentschädigung (A-fonds-perdu-Beitrag) auf einen Betrag von höchstens 30% des Jahresumsatzes aufgestockt werden. Unsere Stichprobenkontrollen bestätigen für die selektierten Härtefälle diese Annahme aus der Datenanalyse.

Die Datenanalysen zeigen weiter, dass die Kantone im zweiten Halbjahr 2021 in unterschiedlichem Ausmass Gebrauch von der sog. Bundesratsreserve gemacht haben. Bei der Bundesratsreserve handelt es sich um Zusatzbeiträge in einer Gesamthöhe von CHF 500 Mio., die der Bund für zusätzliche Leistungen der Kantone an Unternehmen gesprochen hat, für die die Kantone die übrigen Unterstützungsmöglichkeiten der Covid-19-Härtefallverordnung ausgeschöpft haben. In zahlreichen Kantonen wurde die Bundesratsreserve für eine eher flächendeckende Unterstützung sämtlicher Unternehmen eingesetzt, bei denen die übrigen Unterstützungsmöglichkeiten bereits voll ausgeschöpft wurden. In anderen Kantonen wiederum wurde die Bundesratsreserve im zweiten Halbjahr 2021 spezifisch für einzelne Branchen bzw. Unternehmenssegmente verwendet.

c) Follow-up zu den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002

Im ersten Halbjahr 2022 wurde neben den über 500 Stichprobenkontrollen zudem ein Follow-up zu den materiellen Prüfungsfeststellungen aus den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 durchgeführt. Aus diesen Mandaten resultierten insgesamt Feststellungen in 90 Fällen betreffend Härtefallanspruch bzw. Anspruchshöhe. Die Kantone haben diese Fälle zwischenzeitlich weitestgehend, d.h. bis auf einige ausstehende Fälle, bereinigt. Hierbei kam es u.a. zu Rückforderungen, Korrekturen der kantonalen Verfügungen, Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank, aber auch zum Einsatz der Bundesratsreserve dort, wo nach den gemachten Feststellungen die übrigen Unterstützungsmöglichkeiten der Covid-19-Härtefallverordnung ausgeschöpft waren.

Zwischenfazit

Nach unserem Dafürhalten haben die Kantone die Härtefallanträge einzelfallspezifisch beurteilt und mit der erforderlichen Sorgfalt geprüft sowie die Vorgaben der HF MV 20 nach bestem Bemühen umgesetzt.

Die Kantone haben dabei nach unserer Beobachtung weiter an Routine in der Bearbeitung der Härtefälle gewonnen. Allerdings ist nach wie vor der Prozess von der Gesuchprüfung hin zur Beitragsbemessung ressourcenbindend. Hinzu treten verstärkt Bemühungen zum Aufbau von Kontrollmassnahmen zur Missbrauchsbekämpfung und -identifikation. Die Kantone investieren daher umfangreiche Ressourcen in die Härtefallprogramme. Unverändert werden auch in erheblichem Masse externe Finanzspezialisten beigezogen. Aktuell laufen in den Kantonen zudem die Härtefallvergaben nach der Covid-19-Härtefallverordnung 2022. Deshalb sind auch hier erhebliche kantonale Ressourcen im Einsatz.

Empfehlungen an das SECO

Die identifizierten fünf Härtefälle mit Feststellungen sind ebenso mit den Kantonen aufzunehmen wie diejenigen Fälle mit Feststellungen, die aus den Vorläufermandaten SECO_1001 und SECO_1002 resultieren und die durch die Kantone zwischenzeitlich noch nicht abschliessend bereinigt worden sind.

Ferner ergaben die Stichprobenkontrollen einige Hinweise für Datenbereinigungen in der Härtefallreporting-Datenbank und dem SECO wird empfohlen, die Kantone zur Datenbereinigung anzuhalten.

Abschliessend sind diejenigen identifizierten Härtefälle in den Fokus zu nehmen, bei denen zwischenzeitlich eine Liquidation des härtefallempfangenden Unternehmens erfolgte und ggf. die Ausschüttung von Liquidationsdividenden im Raum steht.

Das Covid-19-Härtefallprogramm des Bundes

Zur Abfederung der wirtschaftlichen Folgen der Coronapandemie hat das Parlament im Covid-19-Gesetz die Grundlage geschaffen, auf der sich der Bund an kantonalen Härtefallhilfen für wirtschaftlich von der Coronapandemie stark beeinträchtigte Unternehmen beteiligen kann. Von den Kantonen wurden zwischen dem 1. März 2020 und dem 30. Juni 2022 insgesamt rund CHF 5.1 Mrd. an Härtefallentschädigungen an die Unternehmen ausbezahlt bzw. gesprochen; hierbei handelt es sich zu rund 96% um sog. nichtrückzahlbare Einmalbeiträge (A-fonds-perdu-Beiträge).

Bei den Unternehmen handelt es sich um sogenannte Härtefälle, wenn sie entweder aufgrund gesundheitspolitischer Massnahmen behördlich geschlossen waren oder sie weniger als 60% des bisherigen Umsatzes erzielt haben und deshalb ihre Fixkosten nicht mehr begleichen konnten. Insbesondere im Hinblick auf die Höhe der Unterstützung durch die Kantone wird unterschieden in Unternehmen mit einem Jahresumsatz bis CHF 5 Mio. und Unternehmen mit einem Jahresumsatz über CHF 5 Mio. Der Bund beteiligt sich in der Kategorie der Unternehmen mit Jahresumsatz bis CHF 5 Mio. zu 70% an der vom Kanton verfügbaren und vorfinanzierten Härtefallunterstützung. Bei Unternehmen mit einem Jahresumsatz über CHF 5 Mio. trägt der Bund 100% der Finanzierung.

In beiden Unternehmenskategorien ist unter gewissen Bedingungen eine Aufstockung der Härtefallentschädigung möglich, sofern das entsprechende Unternehmen einen Umsatzrückgang von mehr als 70% im Vergleich zum durchschnittlichen Jahresumsatz 2018/19 zu verzeichnen hatte («Härtefall im Härtefall»). Abschliessend erhalten die Kantone aus der Bundesratsreserve Zusatzbeiträge im Gesamtvolumen von CHF 500 Mio. für eine weiter gehende Unterstützung von Unternehmen, bei denen die übrigen Unterstützungsmöglichkeiten bereits ausgeschöpft wurden.

Die Details zum Härtefallprogramm des Bundes sind in der Covid-19-Härtefallverordnung 2020 (SR 951.262) und der Covid-19-Härtefallverordnung 2022 (SR 951.264) geregelt.

Mandatsinhalt und -zielsetzung

Das Staatssekretariat für Wirtschaft (SECO) verfolgt mit dem Mandat SECO_2001, welches eine Laufzeit von 2022 bis und mit 2026 umfasst und an die unabhängige Prüfungs- und Beratungsgesellschaft OBT AG vergeben worden ist, die folgenden Ziele:

1. Sicherstellen, dass die Zahlungen der Kantone, die dem Bund in Rechnung gestellt werden, in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Grundlagen (Covid-19-Gesetz, Covid-19-Härtefallverordnungen 2020 und 2022) gewährt werden;
2. Sicherstellen, dass die Auflagen der gesetzlichen Grundlagen an die Unternehmen (Gewinnbeteiligung, Dividendenverbot) und an die Kantone (Bewirtschaftung von Darlehen, Garantien und Bürgschaften) erfüllt werden;
3. Aufdecken möglicher Mängel in der Aufgabenerfüllung der Kantone und Abgabe von Empfehlungen zu deren Behebung.

Das Mandat SECO_2001 umfasst Stichprobenkontrollen zu folgenden Aspekten:

- Härtefallvergaben;
- Einsatz der Bundesratsreserve;
- Bewirtschaftung von Darlehen, Bürgschaften und Garantien;
- Gewinnbeteiligung;
- Dividendenverbot;
- Monitoring von Missbrauchsfällen und Verwaltung von Rückflüssen.

Im Jahr 2021 wurden bereits erste Stichprobenkontrollen zu den Härtefallvergaben durchgeführt. Diese Arbeiten erfolgten im Rahmen der vom SECO vergebenen Aufträge SECO_1001 und SECO_1002.

OBT AG

Die OBT AG gehört in der Schweiz zu den sechs grössten Unternehmen im Bereich Treuhand, Wirtschaftsprüfung, Unternehmensberatung, Steuer- und Rechtsberatung sowie Informatik-Gesamtlösungen. Aktuell arbeiten rund 450 Mitarbeitende für die OBT Gruppe.

Die OBT AG sowie ihre Tochtergesellschaften prüfen und beraten neben Kapitalgesellschaften, Genossenschaften, Stiftungen und Vereinen vor allem auch öffentlich-rechtliche Körperschaften und Verbände. Zudem werden Publikumsgesellschaften und – als unabhängiges Mitglied des weltweiten Netzwerks Baker Tilly International – weltweit tätige Unternehmensgruppen in allen wichtigen Wirtschaftszentren und -regionen betreut und begleitet.

OBT AG

Rorschacher Strasse 63 | 9004 St.Gallen | www.obt.ch

**Réalisation de contrôles aléatoires
indépendants concernant le respect
des ordonnances COVID-19 sur les cas
de rigueur des entreprises**

Mandat SECO_2001

Rapport de situation, 8 juillet 2022

Management Summary

- Au cours du premier semestre 2022, le mandat de contrôle SECO_2001 a permis d'effectuer plus de 500 contrôles aléatoires sur les attributions de cas de rigueur auprès des cantons. Ils portaient sur des dossiers de cas de rigueur ainsi que sur des décisions cantonales pour le deuxième semestre 2021. Dans ce contexte, des contributions à fonds perdu d'un montant d'environ 1.8 milliard de CHF ont été accordées à un peu plus de 11'200 entreprises au cours du deuxième semestre 2021.
- **Dans cinq cas, les contrôles aléatoires ont révélé que le droit au cas de rigueur (contribution à fonds perdu) n'existait pas ou n'atteignait pas le montant décidé. Le montant du droit non donné s'élève à environ 790 KCHF au total pour les cinq dossiers. Le montant total correspond à 0,04% du total des contributions à fonds perdu d'un montant de 1.8 milliard de CHF décidées au cours du deuxième semestre 2021.**
- Par rapport aux contrôles aléatoires effectués l'année dernière dans le cadre des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002, le nombre de constatations a donc été nettement moins élevé.
- Les cantons traitent plus efficacement les cas de rigueur. Ils bénéficient du fait que l'ordonnance fédérale sur laquelle ils se basent n'a plus subi de modifications importantes et qu'une certaine pratique s'est établie dans les attributions. Néanmoins, le traitement et l'administration du programme de cas de rigueur continuent à mobiliser des ressources; il est toujours fait appel en grande partie à des spécialistes financiers externes pour évaluer les demandes de cas de rigueur.
- Au cours du premier semestre 2022, OBT a en outre effectué un suivi des constatations matérielles des contrôles des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002. Entre-temps, les cantons ont largement réglé les cas à l'origine de ces constatations matérielles, notamment dans le cadre de demandes de remboursement, de corrections des décisions ou de nettoyages des données dans la base de données de reporting des cas de rigueur.
- Au premier semestre 2022, les cantons ont en outre procédé à l'attribution des cas de rigueur conformément à l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur 2022. Parallèlement, les mesures d'identification et de lutte contre les abus ont été mises en place ou intensifiées dans les cantons.

Résultats intermédiaires des contrôles aléatoires

a) Taille de l'échantillon et résultats des contrôles par sondage

Au cours du premier semestre 2022, le mandat de contrôle SECO_2001 a permis d'effectuer plus de 500 contrôles aléatoires sur les attributions de cas de rigueur dans les cantons. Ceux-ci ont porté sur des dossiers de cas de rigueur ainsi que sur des décisions cantonales du deuxième semestre 2021.

L'examen a révélé dans cinq cas que le droit au cas de rigueur (contribution à fonds perdu) n'existait pas ou n'atteignait pas le montant décidé. Le montant total du droit non donné s'élève à 790 KCHF au total pour les cinq dossiers. Cela correspond à 0,04% du total des contributions à fonds perdu d'un montant de 1.8 milliard de CHF décidées au cours du deuxième semestre 2021. Deux de ces cinq cas – pour un montant total d'environ 20'000 CHF – ont été annulés entre-temps dans la base de données de reporting des cas de rigueur de la Confédération, dans laquelle tous les cas de rigueur sont systématiquement saisis, ou ont été marqués comme «Exception de facture». Par conséquent, les cantons n'ont pas l'intention de facturer ces deux cas à la Confédération. Le montant total de 790 KCHF comprend un dossier de cas de rigueur important d'un montant de 750'000 CHF.

Outre ces cas, d'autres dossiers ont été identifiés dans lesquels le canton a appliqué une part forfaitaire de frais fixes différente de celle prévue par l'ordonnance fédérale pour déterminer le montant de la contribution à fonds perdu. La différence qui en résulte doit être prise en charge par le canton concerné et n'entraîne donc pas de cofinancement par la Confédération.

Par rapport aux mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002, le contrôle aléatoire actuel pour le deuxième semestre 2021 a enregistré nettement moins de constatations.

Les cantons ont globalement gagné en efficacité dans le traitement des cas de rigueur. Ils bénéficient du fait que l'ordonnance fédérale sur laquelle ils se basent n'a plus subi de modifications importantes et qu'une certaine pratique s'est établie dans les attributions. Néanmoins, le traitement et l'administration du programme de cas de rigueur continuent à mobiliser des ressources. Compte tenu du volume élevé de cas de rigueur, il existe toujours un risque d'erreurs de saisie dans la base de données de reporting. La mise à jour continue et objective de la base de données existante reste donc une tâche permanente pour les cantons.

b) Analyses de données et leurs principaux enseignements

Les contrôles aléatoires proprement dits sont toujours précédés d'une analyse des données. Elles servent à identifier les domaines et les dossiers de cas de rigueur à risque.

Sur la base des analyses de données effectuées, on peut supposer qu'un nombre important d'entreprises relèvent de la réglementation du «cas de rigueur parmi les cas de rigueur». Il y a cas de rigueur parmi les cas de rigueur lorsqu'une entreprise a enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de plus de 70% par rapport au chiffre d'affaires annuel moyen de 2018/19, pendant la période du coronavirus. Dans ces cas, l'indemnité pour cas de rigueur (contribution à fonds perdu) peut être augmentée jusqu'à un montant maximal de 30% du chiffre d'affaires annuel. Nos contrôles aléatoires confirment, pour les cas de rigueur sélectionnés, cette hypothèse issue de l'analyse des données.

Les analyses des données montrent en outre que les cantons ont fait usage de la réserve du Conseil fédéral à des degrés divers au cours du second semestre 2021. La réserve du Conseil fédéral est constituée de contributions supplémentaires, d'un montant total de 500 millions de CHF, que la Confédération a allouées pour des prestations supplémentaires des cantons aux entreprises pour lesquelles les cantons ont épuisé les autres possibilités de soutien prévues par l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur. Dans de nombreux cantons, la réserve du Conseil fédéral a été utilisée pour un soutien plutôt généralisé de toutes les entreprises pour lesquelles les autres possibilités de soutien avaient déjà été épuisées. Dans d'autres cantons, la réserve du Conseil fédéral a été utilisée spécifiquement pour certaines branches ou certains segments d'entreprises au cours du deuxième semestre 2021.

c) Suivi des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002

Au premier semestre 2022, outre les plus de 500 contrôles aléatoires, un suivi des constatations matérielles des contrôles des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002 a également été effectué. Ces mandats ont donné lieu à des constatations dans 90 cas, concernant le droit à un cas de rigueur ou le montant de ce droit. Entre-temps, les cantons ont en grande partie réglé ces cas. Cela a donné lieu, entre autres, à des demandes de remboursement, des corrections des décisions cantonales, des corrections de données dans la base de données de reporting des cas de rigueur, mais aussi à l'utilisation de la réserve du Conseil fédéral là où, selon les constatations faites, les autres possibilités de soutien de l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur étaient épuisées.

Conclusion intermédiaire

Nous estimons que les cantons ont évalué les demandes de cas de rigueur au cas par cas, qu'ils les ont examinées avec le soin requis et qu'ils ont mis en œuvre de leur mieux les directives de l'OMCR 20.

Selon nos observations, les cantons ont continué à gagner en routine dans le traitement des cas de rigueur. Toutefois, le processus allant de l'examen de la demande au calcul de la contribution continue de mobiliser des ressources. A cela s'ajoutent des efforts accrus pour mettre en place des mesures de contrôle afin de lutter contre les abus et de les identifier. Les cantons investissent donc beaucoup de ressources dans les programmes pour les cas de rigueur. Le recours à des spécialistes financiers externes reste également important. Actuellement, les cantons procèdent en outre à l'attribution des cas de rigueur conformément à l'ordonnance COVID-19 sur les cas de rigueur 2022. C'est pourquoi des ressources cantonales considérables sont également engagées dans ce domaine.

Recommandations au SECO

Les cinq cas de rigueur identifiés avec constatations doivent être repris avec les cantons, tout comme les cas avec constatations qui résultent des mandats précédents SECO_1001 et SECO_1002 et qui n'ont pas encore été définitivement réglés entre-temps par les cantons.

En outre, les contrôles aléatoires ont donné lieu à des remarques relatives aux corrections des données dans la base de données du reporting des cas de rigueur et il est recommandé au SECO d'inciter les cantons à corriger les données.

Enfin, il convient de se concentrer sur les cas de rigueur identifiés pour lesquels l'entreprise bénéficiaire du cas de rigueur a été liquidée entre-temps et pour lesquels il est question, le cas échéant, de distribuer des dividendes de liquidation.

Le programme fédéral COVID-19 pour les cas de rigueur

Afin d'atténuer les conséquences économiques de la pandémie de coronavirus, le Parlement a établi dans la loi COVID-19 la base permettant à la Confédération de participer aux aides cantonales pour cas de rigueur en faveur des entreprises fortement touchées économiquement par la pandémie de coronavirus. Entre le 1er mars 2020 et le 30 juin 2022, les cantons ont versé ou accordé aux entreprises un total d'environ 5.1 milliards de CHF d'indemnités pour cas de rigueur; il s'agit à environ 96% de contributions uniques non remboursables (contributions à fonds perdu).

Ces entreprises sont des cas dits de rigueur, soit parce qu'elles ont été fermées par les autorités en raison de mesures de politique sanitaire, soit parce qu'elles ont réalisé moins de 60% de leur chiffre d'affaires antérieur et n'ont donc plus été en mesure de payer leurs frais fixes. En ce qui concerne notamment le montant du soutien accordé par les cantons, une distinction est faite entre les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 5 millions de francs et celles dont il est supérieur à 5 millions de francs. Dans la catégorie des entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est inférieur ou égal à 5 millions de francs, la Confédération participe à hauteur de 70% au soutien préfinancé par le canton pour les cas de rigueur. Pour les entreprises dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 5 millions de CHF, la Confédération prend en charge 100% du financement.

Dans les deux catégories d'entreprises, il est possible, sous certaines conditions, d'augmenter l'indemnité pour cas de rigueur, pour autant que l'entreprise concernée ait enregistré une baisse de son chiffre d'affaires de plus de 70% par rapport au chiffre d'affaires annuel moyen de 2018/19 («cas de rigueur parmi les cas de rigueur»). Enfin, les cantons reçoivent des contributions supplémentaires provenant de la réserve du Conseil fédéral pour un montant total de 500 millions de CHF afin de soutenir les entreprises pour lesquelles les autres possibilités ont déjà été épuisées.

Les détails du programme fédéral pour les cas de rigueur sont réglés dans l'Ordonnance COVID-19 cas de rigueur 2020 (RS 951.262) et l'Ordonnance COVID-19 cas de rigueur 2022 (RS 951.264).

Contenu et objectif du mandat

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) poursuit les objectifs suivants avec le mandat SECO_2001, qui couvre une période allant de 2022 à 2026 inclus, et qui a été confié à la société d'audit et de conseil indépendante OBT SA:

1. s'assurer que les paiements des cantons facturés à la Confédération sont accordés conformément aux bases légales (loi COVID-19, ordonnances COVID-19 sur les cas de rigueur 2020 et 2022);
2. s'assurer que les conditions imposées par les bases légales aux entreprises (participation aux bénéfices; interdiction de verser des dividendes) et aux cantons (gestion des prêts, des garanties et des cautionnements) sont respectées;
3. détecter d'éventuelles lacunes dans l'accomplissement des tâches des cantons et formuler des recommandations pour y remédier.

Le mandat SECO_2001 comprend des contrôles aléatoires sur les aspects suivants:

- attributions de cas de rigueur;
- utilisation de la réserve du Conseil fédéral;
- gestion des prêts, des cautions et des garanties;
- interdiction de verser des dividendes;
- suivi des cas d'abus et gestion des retours.

En 2021, les premiers contrôles aléatoires ont déjà été effectués sur les attributions de cas de rigueur. Ces travaux ont été réalisés dans le cadre des mandats SECO_1001 et SECO_1002 attribués par le SECO.

OBT SA

OBT SA fait partie en Suisse des six plus grandes entreprises dans le domaine de la fiducie, de l'audit, du conseil d'entreprise, du conseil fiscal et juridique ainsi que des solutions informatiques globales. Actuellement, environ 450 collaborateurs travaillent pour le groupe OBT.

Outre les sociétés de capitaux, les coopératives, les fondations et les associations, OBT AG et ses filiales contrôlent et conseillent surtout les collectivités et les associations de droit public. De plus, elles encadrent et accompagnent des sociétés ouvertes au public et – en tant que membre indépendant du réseau mondial Baker Tilly International – des groupes d'entreprises actifs à l'international, dans tous les centres et régions économiques importants.

OBT SA

Rorschacher Strasse 63 | 9004 Saint-Gall | www.obt.ch

Fiduciaria | Consulenza fiscale e legale
Revisione contabile | Consulenza gestionale
Soluzioni informatiche complete



Svolgimento di controlli a campione indipendenti del rispetto delle ordinanze COVID-19 casi di rigore da parte delle imprese

Mandato SECO_2001

Rapporto di stato, 8 luglio 2022

Management Summary

- Nella prima metà del 2022, è stato possibile effettuare nei Cantoni più di 500 controlli a campione sulle erogazioni per casi di rigore nell'ambito del mandato di audit SECO_2001. I controlli a campione sono stati effettuati sui dossier dei casi di rigore e le decisioni cantonali della seconda metà del 2021. Nel secondo semestre del 2021, sono stati assegnati contributi a fondo perduto per circa CHF 1.8 mia. a poco più di 11'200 aziende.
- **I controlli a campione hanno rivelato che in cinque casi il diritto al sostegno per casi di rigore (contributo a fondo perduto) non sussisteva o non corrispondeva all'importo erogato. L'importo totale dei diritti al sostegno non sussistenti per i cinque dossier è di circa CHF 790'000. L'importo totale corrisponde allo 0,04% dei contributi a fondo perduto di CHF 1.8 mia. erogati nella seconda metà del 2021.**
- Rispetto ai controlli a campione effettuati lo scorso anno nell'ambito dei precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002, l'attuale controllo a campione ha evidenziato un numero notevolmente inferiore di accertamenti.
- Nel complesso, i Cantoni hanno migliorato la routine di elaborazione dei casi di rigore. A ciò ha contribuito favorevolmente il fatto che la normativa federale sottostante, nel frattempo, non ha subito modifiche significative e che si è consolidata una certa prassi nell'erogazione. Ciononostante, l'elaborazione e la gestione del programma dei casi di rigore rimane impegnativa dal punto di vista delle risorse; si continua a ricorrere in misura consistente a specialisti finanziari esterni al fine di valutare le richieste per casi di rigore.
- Nella prima metà del 2022, la OBT ha anche condotto un follow-up sugli accertamenti materiali dell'audit dei precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002. Nel frattempo, i Cantoni hanno in gran parte risolto i casi su cui si basano questi casi, tra l'altro nell'ambito di recuperi, correzioni di disposizioni o rettifiche di dati nella banca dati di segnalazione dei casi di rigore.
- Nella prima metà del 2022, i Cantoni hanno gestito anche le erogazioni dei casi di rigore ai sensi dell'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore 2022. Allo stesso tempo, nei Cantoni sono state istituite e/o intensificate le misure per identificare e combattere gli abusi.

Risultati intermedi dei controlli a campione

a) Dimensione del campione e risultati dei controlli a campione

Nella prima metà del 2022, è stato possibile effettuare nei Cantoni più di 500 controlli a campione sulle erogazioni per casi di rigore nell'ambito del mandato di audit SECO_2001. I controlli a campione hanno riguardato dossier dei casi di rigore e disposizioni cantonali relativi alla seconda metà del 2021.

L'audit ha rivelato che in cinque casi il diritto al sostegno per casi di rigore (contributo a fondo perduto) non sussisteva o non corrispondeva all'importo erogato. L'importo totale dei diritti al sostegno non sussistenti per i cinque dossier è di CHF 790'000. Ciò corrisponde allo 0,04% del totale dei contributi a fondo perduto, pari a 1.8 miliardi di franchi svizzeri, erogati nella seconda metà del 2021. Due di questi cinque casi – per un totale di circa CHF 20'000 – sono stati nel frattempo stornati dalla banca dati della Confederazione per la segnalazione dei casi di rigore, in cui sono sistematicamente registrati tutti i casi di rigore, o sono stati contrassegnati come «Eccezione di fatturazione». Di conseguenza, i Cantoni non hanno intenzione di addebitare alla Confederazione questi due casi. L'importo totale di CHF 790'000 comprende un importante dossier di un caso di rigore per un importo di CHF 750'000.

Oltre a questi casi, sono stati identificati altri dossier in cui il Cantone ha applicato una quota fissa di costi forfettaria che si discostava dall'ordinanza federale nel determinare il contributo a fondo perduto. La differenza risultante è a carico del Cantone interessato e non comporta quindi un cofinanziamento da parte della Confederazione.

Rispetto ai precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002, l'attuale controllo a campione per la seconda metà del 2021 ha registrato un numero significativamente inferiore di accertamenti.

Si può osservare che i Cantoni nel complesso hanno migliorato la routine di elaborazione dei casi di rigore. A ciò ha contribuito favorevolmente il fatto che la normativa federale sottostante, nel frattempo, non ha subito modifiche significative e che si è consolidata una certa prassi nell'erogazione. Ciononostante, l'elaborazione e l'amministrazione del programma dei casi di rigore rimane impegnativa dal punto di vista delle risorse. Dato l'elevato volume di casi di rigore, esiste ancora un certo rischio di immissioni errate nel database di segnalazione dei casi di rigore. La manutenzione continua di contenuti e fatti della base dati esistente rimane quindi un compito costante dei Cantoni.

b) Analisi dei dati e principali risultati

I controlli a campione veri e propri sono sempre preceduti da analisi dei dati. Questi vengono utilizzati per identificare le aree a rischio e i dossier dei casi di rigore che sono a rischio.

In base alle analisi dei dati effettuate, si presume che un numero significativo di imprese rientri nella regolamentazione del «caso di rigore in caso di rigore». Si parla di caso di rigore in caso di rigore quando un'azienda ha subito un calo del fatturato superiore al 70% nel periodo della pandemia rispetto al fatturato medio annuo del 2018/19. In questi casi, l'indennità per i casi di rigore (contributo a fondo perduto) può essere aumentata fino a un importo non superiore al 30% del fatturato annuo. I nostri controlli a campione confermano questa ipotesi basata sull'analisi dei dati per i casi di rigore selezionati.

Le analisi dei dati mostrano inoltre che nella seconda metà del 2021 i Cantoni hanno fatto ricorso in misura diversa alla cosiddetta riserva del Consiglio federale. La riserva del Consiglio federale è costituita da contributi aggiuntivi per un totale di 500 milioni di franchi, che la Confederazione ha stanziato per le prestazioni supplementari dei Cantoni alle imprese, per le quali i Cantoni hanno esaurito le altre possibilità di sostegno previste dall'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore. In molti Cantoni, la riserva del Consiglio federale è stata utilizzata per fornire un supporto più ampio a tutte le imprese per le quali le altre opzioni di sostegno erano già state completamente esaurite. In altri Cantoni, invece, nella seconda metà del 2021 la riserva del Consiglio federale è stata utilizzata specificamente per singoli settori o segmenti aziendali.

c) Follow-up dei precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002

Nella prima metà del 2022, in aggiunta agli oltre 500 controlli a campione, è stato effettuato un follow-up sugli accertamenti materiali dell'audit dei precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002. Questi mandati hanno portato a accertamenti in un totale di 90 casi relativi ai diritti al contributo o agli importi dei diritti al contributo per i casi di rigore. Nel frattempo, i Cantoni hanno in gran parte risolto questi casi, ad eccezione di alcuni casi ancora aperti. Ciò ha comportato, tra l'altro, recuperi, correzioni di disposizioni cantonali, rettifiche di dati nella banca dati per la segnalazione dei casi di rigore, ma anche il ricorso alla riserva del Consiglio federale nei casi in cui, in base agli accertamenti effettuati, erano state esaurite le altre opzioni di sostegno previste dall'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore.

Conclusione preliminare

A nostro avviso, i Cantoni hanno valutato ogni richiesta per caso di rigore, le hanno esaminate con la necessaria attenzione e hanno attuato al meglio i requisiti dell'OPCR 20.

Secondo le nostre osservazioni, i Cantoni hanno migliorato la routine di elaborazione dei casi di rigore. Tuttavia, il processo che va dalla verifica della richiesta alla valutazione del contributo richiede ancora notevoli risorse. Inoltre, ci si sta impegnando sempre di più per istituire misure di controllo mirate a combattere e identificare gli abusi. I Cantoni investono quindi notevoli risorse nei programmi dei casi di rigore. Si continua a ricorrere in misura considerevole a esperti finanziari esterni. I Cantoni stanno inoltre procedendo alle erogazioni di contributi per casi di rigore in conformità con l'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore 2022. Pertanto, anche in questo caso sono coinvolte notevoli risorse cantonali.

Raccomandazioni alla SECO

I cinque casi di rigore identificati con gli accertamenti devono essere gestiti dai Cantoni, così come i casi oggetto di accertamenti derivanti dai precedenti mandati SECO_1001 e SECO_1002, che non sono ancora stati risolti in modo definitivo dai Cantoni.

Inoltre, i controlli a campione hanno fornito alcune indicazioni per la rettifica dei dati nella banca dati per la segnalazione dei casi di rigore e si raccomanda alla SECO di incoraggiare i Cantoni a rettificare i dati.

Infine, l'attenzione dovrebbe essere rivolta ai casi di rigore identificati in cui l'azienda colpita da un caso di rigore è stata nel frattempo liquidata e, se del caso, è in discussione la distribuzione dei dividendi di liquidazione.

Il programma per casi di rigore COVID-19 della Confederazione

Per mitigare le conseguenze economiche della crisi pandemica, il Parlamento ha creato, con la legge COVID-19, le basi per la partecipazione della Confederazione agli aiuti cantonali per i casi di rigore che riguardano le imprese gravemente colpite dalla pandemia sotto il profilo economico. Tra il 1° marzo 2020 e il 30 giugno 2022, i Cantoni hanno versato o stanziato alle imprese un totale di circa CHF 5.1 mia. in indennità per casi di rigore; di questi, circa il 96% sono i cosiddetti contributi una tantum non rimborsabili (contributi a fondo perduto).

Le aziende rientrano nei cosiddetti casi di rigore se sono state chiuse dalle autorità a causa di misure di politica sanitaria o se hanno realizzato meno del 60% del loro fatturato precedente e quindi non sono più in grado di pagare i costi fissi. In particolare, per quanto riguarda l'ammontare del sostegno fornito dai Cantoni, si distingue tra aziende con un fatturato annuo fino a 5 milioni di franchi e aziende con un fatturato annuo superiore a 5 milioni di franchi. Nella categoria delle aziende con un fatturato annuo fino a 5 milioni di franchi, la Confederazione contribuisce per il 70% al sostegno per casi di rigore disposto e prefinanziato dal Cantone. Per le aziende con un fatturato annuo superiore a 5 milioni di franchi, la Confederazione si fa carico del finanziamento al 100%.

In entrambe le categorie di imprese, è possibile un aumento del contributo per casi di rigore a determinate condizioni, purché la rispettiva impresa abbia registrato una diminuzione del fatturato superiore al 70% rispetto al fatturato medio annuo del 2018/19 («caso di rigore in caso di rigore»). Infine, i Cantoni riceveranno contributi aggiuntivi per un totale di 500 milioni di franchi svizzeri dalla riserva del Consiglio federale per un supporto più ampio alle imprese per le quali le altre opzioni di sostegno sono già state esaurite.

I dettagli del programma federale per casi di rigore sono riportati nell'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore 2020 (RS 951.262) e nell'Ordinanza COVID-19 sui casi di rigore 2022 (RS 951.264).

Contenuto e obiettivi del mandato

La Segreteria di Stato dell'economia (SECO), con il mandato SECO_2001 che durerà dal 2022 al 2026 ed è stato conferito alla società di revisione e consulenza indipendente OBT AG, persegue i seguenti obiettivi:

1. garantire che i pagamenti cantonali fatturati alla Confederazione siano erogati in conformità alle basi giuridiche (legge COVID-19, Ordinanze COVID-19 sui casi di rigore 2020 e 2022);
2. garantire il rispetto dei requisiti delle basi giuridiche per le società (partecipazione agli utili, divieto di distribuzione dei dividendi) e per i Cantoni (gestione di prestiti, garanzie e fidejussioni);
3. individuare eventuali carenze nello svolgimento dei compiti dei Cantoni e formulare raccomandazioni per porvi rimedio.

Il mandato SECO_2001 prevede sei controlli a campione sui seguenti aspetti:

- erogazioni dei contributi per casi di rigore;
- utilizzo della riserva del Consiglio federale;
- gestione di prestiti, garanzie e fidejussioni;
- partecipazione agli utili;
- divieto di distribuzione dei dividendi;
- monitoraggio di casi di abuso e la gestione dei recuperi.

Nel 2021 sono già stati effettuati i primi controlli a campione sulle erogazioni dei contributi per casi di rigore. Questi lavori sono stati svolti nell'ambito dei mandati SECO_1001 e SECO_1002 conferiti dalla SECO.

OBT AG

OBT AG è una delle sei maggiori aziende svizzere nel settore dei servizi fiduciari, della revisione contabile, della consulenza gestionale, fiscale e legale e delle soluzioni informatiche complete. Attualmente, circa 450 dipendenti lavorano per OBT Group.

OBT AG e le sue filiali si occupano della revisione e della consulenza di società di capitali, cooperative, fondazioni e associazioni, ma anche associazioni ed enti di diritto pubblico. Inoltre, l'azienda offre servizi di consulenza e assistenza a società pubbliche e – in quanto membro indipendente del network mondiale Baker Tilly International – a gruppi di società attivi a livello globale in tutti i centri e le regioni economiche più importanti.

OBT AG

Rorschacher Strasse 63 | 9004 San Gallo | www.obt.ch